



1. Contexte et principaux enjeux

2. Récents développements

Développements sur le marché mondial

Développements sur le marché européen de la banane

Différenciation des produits sur les marchés de la banane : commerce équitable et biologique

Développements en Afrique orientale et australe

Développements en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest

Développements dans les Caraïbes et le Pacifique

3. Implications pour les pays ACP

Des perspectives de concurrence accrue sur le marché de l'UE du fait des nouveaux ALE

Garantir des accords d'équivalence pour les produits biologiques

Contrôler l'extension des maladies de la banane : une base pour la transformation à valeur ajoutée et le commerce régional

Identifier clairement les opportunités de marché pour la transformation à valeur ajoutée

Secteur de la banane

1. Contexte et principaux enjeux

Il existe plus de 1 000 variétés de bananes, regroupées en trois catégories : les bananes à cuire, les bananes à bière et les bananes douces ou bananes « dessert ». La plupart des bananes à cuire et des bananes à bière sont consommées et vendues dans les pays ACP, tandis que les bananes dessert, « Cavendish », sont la principale variété commercialisée au niveau mondial. Environ 21 % de la production de bananes comptabilisée mondialement est vendue sur les marchés internationaux, mais cette estimation est probablement trop élevée, étant donné le manque de données sur la production non commercialisée.

Bien que trois pays ACP (Ouganda, Rwanda et Burundi) figurent parmi les 10 premiers exportateurs mondiaux de bananes, le commerce mondial de la banane dessert est dominé par cinq principaux pays exportateurs (qui représentent 83 % du commerce mondial comptabilisé), parmi lesquels aucun pays

ACP n'apparaît. Quatre firmes multinationales ont longtemps dominé le commerce de la banane, mais cela commence à changer avec l'emploi plus fréquent de conteneurs réfrigérés et les achats directs par de multiples distributeurs. Cela ouvre de nouvelles opportunités de marchés et souligne l'importance d'un fonctionnement renforcé des chaînes d'approvisionnement de la banane ACP.

Dans certains pays ACP, l'urbanisation rapide augmente la demande de banane à cuire, tandis que de nouveaux marchés pour des produits transformés à base de banane (farine de banane, chips de banane) émergent au niveau régional et international. De nouvelles opportunités commerciales apparaissent ainsi, au-delà de l'UE. Cependant, le commerce impliquera différentes variétés de bananes et, à court terme, différents pays ACP.

Les régimes de contrôle comme la lutte contre les maladies des plantes et les

normes sanitaires et phytosanitaires (SPS) devraient toutefois avoir un impact important sur le développement du commerce régional des bananes et l'ampleur des investissements dans la transformation à valeur ajoutée.

Au cours des dernières années, les pays ACP s'en sont bien sortis sur le marché européen, avec, pour la période 2009-2012, une part d'importations plus importante que lors des cinq années précédentes. L'Accord de Genève sur le commerce des bananes (AGCB), la mise en place d'accords de libre-échange négociés (ALE) et de nouveaux ALE (par ex. avec l'Inde) pourraient inverser la tendance. Cette perspective souligne l'importance de promouvoir les marchés nationaux et régionaux pour la banane et de développer des liens commerciaux directs vers les marchés en expansion des pays en développement plus avancés. Cependant, la concurrence pourrait être intense avec les fournisseurs de pays tiers mieux placés sur les marchés des pays en développement plus avancés et pourrait nécessiter le développement de stratégies marketing soigneusement ciblées.

L'origine géographique des exportations de bananes ACP continue d'évoluer, tandis que les résultats des négociations des accords de partenariat économique (APE) en cours pèsent lourdement sur les exportateurs d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale.

Ce contexte est favorable au déploiement des mesures d'accompagnement de l'UE pour le secteur de la banane (MAB), dans le cadre desquelles une série de nouveaux engagements ont été pris en 2012-2013. Cependant, des débats budgétaires européens plus larges jettent une ombre sur les perspectives d'extension du programme MAB.

2. Récents développements

Développements sur le marché mondial

Production mondiale et tendances des prix

En septembre 2012, de fortes pluies ont affecté les exportations de bananes en provenance de l'Équateur – le plus gros exportateur mondial avec 30 % des exportations –, tendance aggravée par l'apparition d'une maladie fongique, la Black Sigatoka (ou maladie des taches noires). Une baisse de la production de 25 % a été annoncée, la diminution de l'offre étant censée mettre fin à la baisse des prix de la banane de 17 % depuis mars 2012. Cependant, entre octobre et février 2013, les prix de la banane ont de nouveau reculé de 3,5 %. Malgré ces baisses, les prix sont demeurés supérieurs d'environ 85 % à la moyenne des dix années précédentes.

Un fonctionnement des chaînes d'approvisionnement mondiales de la banane en évolution

Le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement de la banane est potentiellement en voie de transformation avec le passage d'un mode de transport frigorifique conventionnel à des conteneurs réfrigérés. Une analyse de la compagnie maritime Maersk affirme que les conteneurs réfrigérés permettent de conserver les bananes en état de fraîcheur jusqu'à 50 jours. L'étude note que ces conteneurs inciteraient « les petits producteurs à commercialiser leurs bananes sur les marchés étrangers à un prix plus élevé que celui obtenu sur le marché national et avec beaucoup moins de pertes » (voir article *Agritrade* « [L'utilisation plus](#)

[fréquente des conteneurs réfrigérés ouvre des opportunités d'approvisionnement alternatives pour les exportateurs de bananes](#) », 2 juillet 2012). En 2009, environ un tiers des bananes commercialisées à l'échelle internationale ont été transportées dans des conteneurs réfrigérés – une proportion toujours en augmentation. Malgré les questionnements sur la viabilité des stratégies adoptées pour promouvoir l'utilisation de conteneurs réfrigérés, la flotte de navires frigorifiques classiques continue de diminuer, tandis que les conteneurs réfrigérés sont toujours plus nombreux.

Les nouvelles voies d'accès au marché qui s'ouvrent permettent aux producteurs de bananes ACP de se rapprocher du consommateur final et se repositionner dans la chaîne d'approvisionnement de la banane. C'est particulièrement le cas pour des fournisseurs spécialisés – par exemple les producteurs du commerce équitable dans les îles du Vent ou les exportateurs de bananes biologiques de République dominicaine – qui ont pu identifier des opérateurs clés du marché et traiter directement avec eux. Cependant, ces opportunités sont également ouvertes aux exportateurs de bananes non ACP. L'annonce, en novembre 2011, du lancement des exportations directes de bananes du Panama vers les supermarchés espagnols Mercadona est symptomatique de ces évolutions.

Développements sur le marché européen de la banane

Tendances sur le marché européen

Une évaluation de la Commission européenne (CE) de février 2013 indique qu'en 2013 les prix moyens pour la banane européenne vendue en dehors

de son aire de production devraient rester à leur niveau de 2012, soit 0,65 €/kg.

Selon la base de données des prix des produits de base de la Banque mondiale, en dollars, les prix européens de la banane en 2012 ont été inférieurs à ceux en 2011, mais jusqu'en juillet ils ont suivi, en moyenne, la même évolution mensuelle qu'en 2011 (voir le tableau I). Cependant, de août à octobre 2012, les prix européens moyens de la banane ont augmenté,

contrairement à la tendance continue à la baisse de 2011. De septembre à décembre 2012, les prix européens de la banane ont été de 10 % à 19,5 % plus élevés que pendant la même période en 2011. Les prix européens moyens de la banane en janvier-février 2013 ont été comparables aux niveaux de prix de janvier-février 2012, malgré des informations de presse annonçant que la raréfaction de l'offre impliquerait une hausse des prix.

magne « les prix dans les plus grandes chaînes de supermarchés ont toujours été de 20 % à 25 % plus élevés qu'au Royaume-Uni », et en France « de 40 % à 50 % supérieurs en moyenne ».

« Pendant 11 mois de 2012, les prix européens des bananes ont été plus élevés que les prix aux États-Unis »

Les prix bas des bananes au Royaume-Uni sont attribués à l'influence de grandes chaînes de supermarchés (voir article *Agritrade* « [Tendances sur les marchés britannique et européen de la banane](#) », 11 février 2013), qui ont laissé peu de place pour des négociations de prix. Cependant, les données de prix moyens de l'UE cachent de grandes divergences entre les prix offerts sur les marchés nationaux.

« Les données de prix moyens de l'UE cachent de grandes divergences entre les prix offerts sur les marchés nationaux »

En effet, selon Banana Link, la « guerre » des prix de la banane lancée par les supermarchés a « dépouillé la filière d'une partie de sa valeur » au cours des dix dernières années.

« Des coûts des intrants qui augmentent et des prix qui stagnent font que les producteurs ACP ont de plus en plus de difficultés pour répondre aux normes de qualité »

Pour les producteurs ACP, la situation sur le marché britannique est caractérisée par des normes plus strictes des distributeurs en matière sociale et environnementale, dont les coûts sont supportés par le producteur. Des coûts des intrants qui augmentent et des prix qui stagnent font que les producteurs ACP ont de plus en plus de difficultés pour répondre aux normes de qua-

Tableau I : Prix européens et américains des bananes, janvier 2012 – février 2013 (en \$US/tonne)

Année	UE	États-Unis	Différence (en pourcentage)
2012			
Janvier	961.92	849.23	+13.3
Février	1,244.55	1,067.86	+16.5
Mars	1,221.07	1,143.65	+6.8
Avril	1,257.23	1,029.97	+22.1
Mai	1,207.12	953.50	+26.6
Juin	1,049.31	954.19	+10.0
Juillet	850.25	964.52	-11.8
Août	984.87	950.74	+3.6
Septembre	1,111.88	964.52	+15.3
Octobre	1,117.33	956.25	+16.8
Novembre	1,067.79	933.52	+14.4
Décembre	1,123.40	943.85	+19.0
Moyenne 2012	1,099.73	943.85	+19.0
2013			
Janvier	1,095.57	928.70	+18.0
Février	1,112.42	923.18	+20.4

Source : données Banque mondiale (World Bank Commodity Price Data), mars 2013, <http://knoema.com/WBCPD2013Mar>

Tout au long de 2012, à l'exception d'un mois, les prix européens des bananes en dollars ont été plus élevés que les prix aux États-Unis (entre 3,6 % et 26,6 %), rendant le marché européen relativement plus attractif commer-

cialement que le marché américain. Cependant, les données moyennes sur les prix de l'UE masquent de larges différences dans les prix des bananes sur les marchés nationaux. Banana Link a ainsi soutenu qu'en Alle-

lité. En décembre 2012, un groupe de grands producteurs du commerce équitable a annoncé que, « en l'absence d'une augmentation des prix proportionnelle à la hausse des coûts de production et des coûts de conformité aux normes du commerce équitable, ils seraient contraints de cesser les ventes en commerce équitable ».

Cette vision pessimiste a été confortée par un déclin des exportations de bananes des îles du Vent, avec moins de 60 % de la production de 2010. Un sombre avenir a été prédit aux exportations des îles du Vent vers le Royaume-Uni faute d'un soutien plus important des distributeurs européens pour répondre aux normes de qualité, à travers des prix rémunérateurs.

D'éminents dirigeants de la communauté des producteurs caribéens de bananes ont ainsi rejoint, en juin 2012, les efforts de lobbying visant à encourager la CE à élargir le Code d'usages régissant les distributeurs alimentaires pour couvrir également les fournisseurs étrangers, y compris les producteurs de bananes ACP (voir article *Agritrade* « [Les préoccupations en matière de durabilité se généralisent dans le secteur des fruits et légumes hollandais](#) », 29 juillet 2012).

Pendant ce temps, en Europe de l'Est, les ventes de bananes de marques de supermarchés augmentent, attisant les craintes que les tendances sur le marché britannique puissent s'étendre à d'autres marchés de l'UE. Cependant, les négociations annuelles de prix à la fin 2012 suggéraient que certains distributeurs britanniques proposaient des prix plus proches de ceux des supermarchés allemands, soulevant la question suivante : le marché britannique de la banane est-il « en passe de franchir le pas de la dépréciation à l'appréciation » ?

Impact des nouveaux accords commerciaux sur la banane

Les pays ACP sont préoccupés par l'impact sur le secteur de la banane des ALE de l'UE avec les pays du Pacte andin et d'Amérique centrale. En juin 2012, l'UE et les gouvernements d'Amérique centrale ont signé un accord d'association global, dont le pilier commercial entre en vigueur fin 2012. Dans le même temps, le processus de l'OMC visant à consacrer l'AGCB en engagement juridiquement contraignant était achevé.

En comparant les tarifs appliqués sur les quotas dans le cadre des nouveaux ALE de l'UE et de l'AGCB, on observe une accélération du taux de réduction des tarifs sous les accords de libre-échange, commençant à 5 €/tonne de moins que les tarifs de l'AGCB de 2011, montant à 18 € de moins en 2017, et atteignant 39 €/tonne de moins en 2020. Compte tenu des volumes d'importations déclencheurs, les économies réalisées en termes de réduction tarifaire sur les bananes grâce aux accords d'association, qui dépassent de loin les économies réalisées avec l'AGCB de 2011, augmentent de 14 642 500 € en 2012 à 71 234 100 € en 2017 et 133 250 000 € en 2019. Des questions se posent quant aux effets que pourront avoir ces réductions tarifaires additionnelles sur les marchés et à leurs conséquences pour les exportateurs individuels des pays ACP (voir article *Agritrade* « [Signature des accords d'association d'Amérique centrale et du Pacte andin](#) », 12 août 2012).

Les inquiétudes relatives à l'impact potentiel sur le marché ont été prises en compte dans les sauvegardes spéciales pour les producteurs de bananes européens insérées dans ces accords par le Parlement européen en 2012. Les sauvegardes stipulent la suspension automatique

des réductions tarifaires lorsque les importations de bananes atteignent un certain seuil, et demandent à l'UE de faire un rapport annuel sur les effets de ces accords sur les marchés. Elles permettent aussi aux membres de l'UE de mettre en place des « mesures de surveillance préventive » en cas de pics d'importations.

Dans le même temps, en octobre 2012, le gouvernement espagnol a commencé à préparer des programmes d'appui visant à indemniser les producteurs de bananes pour les « dommages causés par les accords bi- et multilatéraux ». Ces programmes incluent la prise en compte d'indications géographiques d'origine pour une série de variétés de bananes produites par l'Europe.

Tendances globales pour les exportations de bananes ACP

Les statistiques de la CE publiées en juin 2012 ont mis en évidence la croissance des exportations de bananes ACP vers l'UE depuis 2005 (avec une augmentation de 34 %, de 763 974 tonnes à 1 023 717 tonnes, en 2010), et la croissance, dans la partie ACP, du total des importations de bananes de l'UE (de 19,45 % à 22,63 %). Cependant, les exportations des pays ACP ont chuté à 978 541 tonnes en 2011 (21,22 %). Par comparaison, les importations européennes de bananes dollars (provenant de fournisseurs latino-américains) ont augmenté de seulement 14,6 % entre 2005 et 2011 (voir article *Agritrade* « [L'UE passe en revue le commerce de la banane et se penche sur les préoccupations des pays ACP concernant l'érosion des préférences](#) », 9 juillet 2012). Les chiffres provisoires pour 2012 indiquent une légère augmentation des importations de bananes ACP dans l'UE (+ 0,4 %) et une baisse de 3,3 % des importations de bananes dollars.

Cependant, une analyse du CIRAD, un centre de recherche agronomique français, suggère que les prix européens de la banane en 2011 ont été cohérents avec les niveaux de prix moyens sur la période 2007-2010. En termes réels, les prix de la banane ont baissé de 0,7 % par an. Cela mérite d'être considéré au regard d'un contexte d'accroissement des coûts de production, l'index des coûts de production étant passé de 100 en 2006 à 126 en 2011.

Malgré la performance globale relativement bonne des exportations de bananes ACP depuis 2005, deux facteurs doivent être notés :

- les tendances très divergentes au sein du groupe ACP avec (sans tenir compte de l'équation de la République dominicaine) le déclin des exportations de bananes ACP ;
- le fait que les préférences tarifaires déjà signées pour les bananes dollars n'ont pas encore été pleinement appliquées.

Il s'agit là d'une source de préoccupations, dans la mesure où les pays bénéficiant des nouvelles concessions tarifaires sont censés disposer des conditions idéales pour développer leurs exportations.

« La part ACP des exportations mondiales est tombée de 60,15 % en 2004 à 47,6 % en 2010, puis 46,88 % en 2011 »

En regardant au-delà de l'UE, la part ACP des exportations mondiales est tombée de 60,15 % en 2004 à 47,6 % en 2010, puis 46,88 % en 2011, suggérant une concurrence croissante pour les fournisseurs ACP sur tous les marchés internationaux.

Différenciation des produits sur les marchés de la banane : commerce équitable et biologique

Tendances dans le secteur de la banane commerce équitable

Un rapport publié en 2012 a souligné la résilience des ventes en commerce équitable malgré la récession économique, avec une augmentation du volume des ventes de 12 % en 2011. Dans la plupart des marchés de l'OCDE, les bananes sont le produit du commerce équitable le plus vendu, bien que ne représentant que 2 % du total des bananes vendues à l'échelle internationale. Les décisions d'achat de multiples distributeurs sont cruciales pour la croissance des ventes en commerce équitable. Par exemple, la décision de Sainsbury's en 2007 de passer à 100 % de bananes commerce équitable a donné une impulsion considérable au volume des ventes (voir article *AgriTrade* « [Le commerce équitable se montre résilient face au ralentissement économique](#) », 22 septembre 2012).

Une analyse antérieure détaillée a affirmé que la certification commerce équitable avait joué un rôle important dans l'appui aux producteurs des îles du Vent, du Ghana et de la République dominicaine en construisant des entreprises collectives fortes et en assurant des revenus décents. Cependant, l'utilisation de la banane comme produit d'appel dans la guerre des prix des supermarchés britanniques a exercé une pression à la baisse sur les fournisseurs du commerce équitable en réduisant les niveaux globaux des prix de la banane. Des plaintes se sont exprimées en 2012, quant au fait que les coûts engendrés pour satisfaire à des normes plus strictes n'étaient pas couverts par les prix payés aux producteurs, avec, dans certains cas, des coûts excédant les bénéfices (voir

article *AgriTrade* « [Tendances sur les marchés britannique et européen de la banane](#) », 11 février 2013).

Le rapport 2012 « Évaluer les objectifs et les bénéfices du commerce équitable » fait état d'un déclin de 7 % du volume des ventes de bananes commerce équitable déclarées en 2010/11. Cette baisse est attribuée aux exportations des îles du Vent affectées par un ouragan et à l'absence de données émanant d'importants fournisseurs du commerce équitable.

« En 2011, la production certifiée commerce équitable occupait pour la banane une surface plus importante dans les pays non ACP que dans les pays ACP »

Fait significatif, en 2011, la production certifiée commerce équitable occupait pour la banane une surface plus importante dans les pays non ACP que dans les pays ACP (avec une surface cultivée plus grande de 2,66 %). Néanmoins, en 2011, la République dominicaine est restée la source principale de bananes commerce équitable (113 800 tonnes), avant la Colombie (88 900 tonnes), le Pérou (54 200 tonnes) et l'Équateur (47 500 tonnes), les îles du Vent ne vendant que 8 400 tonnes.

Tendances dans le secteur de la banane biologique

« Une augmentation continue de la demande européenne de bananes biologiques est pressentie »

Une augmentation continue de la demande européenne de bananes biologiques est pressentie, avec, selon certaines informations de presse, une croissance prévue de 20 % par an sur les cinq années à venir. La République dominicaine, principal exportateur de

bananes biologiques vers l'UE, fait face à une concurrence croissante du Pérou. Le secteur de la banane péruvienne est dominé par la production biologique, qui représente 53 % du total des exportations de bananes vers le marché hollandais sur les dix premiers mois de 2012. Les exportations de bananes péruviennes vers les Pays-Bas auraient augmenté de 29 %, bénéficiant d'une réduction tarifaire de 14 €/tonne depuis 2010 (une réduction de 10 %). Les exportateurs péruviens de nouvelles variétés de bananes biologiques ont annoncé des prix deux à trois fois supérieurs aux prix moyens.

En novembre 2012, Fyffes, négociant de bananes basé en Irlande, a fait savoir qu'il cherchait à augmenter significativement ses achats de bananes biologiques du Pérou.

L'essor de la double certification

Afin de renforcer leur position, un certain nombre de producteurs traditionnels ACP de bananes promeuvent la double certification commerce équitable/biologique. Entre 2009/10 et 2010/11, le volume de bananes doublement certifiées a augmenté de 35 %, avec un pourcentage de bananes commerce équitable certifiées biologiques oscillant entre 25 % et 39 % du total des bananes commerce équitable. Cependant, le Pérou poursuit également une stratégie de double certification.

À l'encontre de ces évolutions, le CIRAD a recommandé la prudence pour les stratégies ACP cherchant à cibler les composantes commerce équitable et biologique des marchés, remarquant que la croissance rapide de l'offre commerce équitable/biologique pourrait bien faire baisser le prix de vente de ces produits.

L'émergence de modèles de certification et labels privés complique encore

l'accès au marché du commerce équitable, dans la mesure où nombre d'entre eux n'offrent aucune garantie de prix aux producteurs.

« Une tendance au rapprochement des prix des bananes biologiques et des bananes conventionnelles est en cours »

De plus, on observe une tendance au rapprochement des prix des bananes biologiques et des bananes conventionnelles.

Développements en Afrique orientale et australe

Situation du secteur de la banane en Afrique orientale

Trois des dix plus gros producteurs mondiaux de bananes se trouvent en Afrique orientale (Ouganda, Rwanda et Burundi), laquelle présente la plus forte consommation de bananes par habitant. La région est caractérisée par un commerce intra-régional florissant, même s'il est à petite échelle, principalement pour la banane plantain. Le Rwanda importe principalement des bananes d'Ouganda tandis que le Burundi les importe de Tanzanie et du Rwanda, et que la République démocratique du Congo (RDC) exporte vers le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda.

La menace croissante des maladies du bananier

Les importations rwandaises ont augmenté du fait d'une demande croissante et de pertes de productivité dues à une épidémie de flétrissement bactérien de la banane. En novembre 2012, des épidémies étant apparues dans 23 des 30 districts du Rwanda, le flétrissement bactérien de la banane a été « déclaré menace nationale par le Conseil rwandais de l'agriculture »

(Rwandan Agricultural Board, RAB). En janvier 2013, une campagne d'éradication du flétrissement bactérien de la banane a été lancée par le RAB dans 24 districts du pays. De telles campagnes ont été menées dans la région en 2012.

Le flétrissement bactérien de la banane s'est étendu dans la région depuis 2001. Avec la montée de la demande, les épidémies ont provoqué le développement du commerce intra-régional, mais cela a rendu complexes les efforts d'éradication.

« Il y a nécessité d'une approche régionale du contrôle des maladies et de la construction de capacités techniques pour combattre leur extension à travers la région »

À ce stade, deux réponses sont attendues : une approche régionale du contrôle des maladies et la construction de capacités techniques pour combattre leur extension à travers la région.

Malgré des efforts initialement couronnés de succès en Ouganda, en août 2012, des chercheurs en ont appelé – pour éviter de graves difficultés d'approvisionnement – à intensifier les efforts de lutte contre le flétrissement bactérien de la banane. Les efforts d'éradication sont ralentis par la réticence des petits producteurs à signaler la maladie étant donné les pertes économiques qu'elle engendre. Des systèmes d'indemnisation des cultures liés à la veille précoce et à des programmes de formation des producteurs pour le contrôle de la maladie pourraient être envisagés. Cela compléterait les efforts visant à cartographier l'extension de la maladie et offrirait une base solide pour la distribution de variétés de bananes résistantes au flétrissement bactérien, qui n'a pas encore été lancée.

Développements dans la transformation de la banane

En 2012, des progrès ont été notés avec des initiatives d'origine tant publique que privée visant à développer et commercialiser des produits à base de farine de banane. En Ouganda, l'Initiative présidentielle pour le développement industriel de la banane (Pibid) a soutenu le développement de la production de farine de banane à base de matooke – une sorte de banane verte – sous la marque « Tooke Flour » (farine Tooke). Étant donné la valeur nutritionnelle de cette farine riche en fibres et en amidon, il existe des opportunités sur le marché régional. Des études ont démontré que « les enfants nourris au porridge fait à partir de cette farine dans les écoles ont pris plus de poids que ceux nourris au porridge de maïs ». Une unité de transformation à grande échelle devrait être opérationnelle en 2013. Cependant, il est nécessaire d'augmenter la production afin d'assurer la régularité d'approvisionnement et éviter la concurrence sur les marchés locaux pour cette culture importante s'agissant de la sécurité alimentaire.

La farine de banane étant libre de gluten, des opportunités substantielles d'exportations au-delà de la région apparaissent. Des fabricants de produits sans gluten ont montré un intérêt particulier, des acheteurs internationaux ont été identifiés en Europe, au Japon, dans les Émirats arabes unis et aux États-Unis. Néanmoins, les accords commerciaux attendent la finalisation de la phase pilote des programmes appuyés par le Pibid.

Une initiative similaire de fabrication de farine de matooke, mais dans le secteur privé, a aussi été signalée au Kenya. La farine de banane est produite et distribuée par des chaînes de supermarchés comme Nakumat, Uchumi et Chandarana.

La stratégie de développement des marchés à mettre en œuvre pour la farine de banane est en passe de devenir un sujet politique important en Afrique de l'Est.

« La stratégie de développement des marchés à mettre en œuvre pour la farine de banane est en passe de devenir un sujet politique important »

Le marché cible doit-il être celui de l'insécurité alimentaire au sein de l'Afrique de l'Est ou celui, croissant, des produits alimentaires spécialisés dans les marchés étrangers ? Ou sera-t-il possible de développer les deux marchés en accroissant l'utilisation commerciale de la production disponible ?

L'expansion de la production destinée à l'exportation

Les statistiques de la CE révèlent également l'apparition de petits volumes d'importations de bananes en provenance des pays d'Afrique orientale (135 tonnes en 2010). Ceci est en voie d'être complété par les exportations en hausse du Mozambique, provenant des exportateurs existants dans la province de Cabo Delgado (de 1 260 tonnes en 2012 à 3 150 tonnes en 2013) mais aussi de nouveaux investissements dans la province de Manica.

Fin 2012, des informations de presse ont annoncé des projets de mise en place, en Somalie, d'une organisation parapluie pour les petits producteurs de bananes, comme préalable à la relance des exportations de bananes, d'abord dans les Émirats arabes unis puis en Arabie saoudite. La production dans les zones arides et semi-arides de Somalie et du Kenya présente un potentiel considérable moyennant le développement de l'irrigation.

Développements en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest

Tendances des exportations ACP en provenance d'Afrique de l'Ouest et centrale

Comme dans de nombreux pays, l'un des principaux freins au développement commercial de la production de bananes en Afrique de l'Ouest et centrale est le niveau élevé des pertes post-récolte. Au Nigeria, par exemple, plus de 40 % des récoltes peuvent être perdues au cours de la distribution. La mise en place de mécanismes de réduction des pertes pourrait être une solution pour le développement des marchés locaux et régionaux.

Le Ghana a étendu ses exportations vers l'UE depuis 2004, passant de 1 788 tonnes en 2004 à 47 065 tonnes en 2011. Cette augmentation devrait se poursuivre, du fait des investissements consécutifs à l'obtention d'un accès en franchise de droits et de quotas au titre des APE intérimaires de 2008.

Dans le même temps, les exportations de bananes du Cameroun et de Côte d'Ivoire ont été plus ou moins stables, bien que sur une tendance légèrement à la baisse. Malgré un objectif de 500 000 tonnes pour 2013 fixé par le gouvernement camerounais, en 2011, seules 247 210 tonnes ont été exportées, principalement vers l'Europe.

« La baisse de la valeur réelle des prix de la banane comparée aux coûts de production a particulièrement affecté les producteurs de bananes d'Afrique de l'Ouest et centrale »

Une analyse du CIRAD montre que la baisse de la valeur réelle des prix de la banane comparée aux coûts de pro-

duction a particulièrement affecté les producteurs de bananes d'Afrique de l'Ouest et centrale. Les mouvements de devises compliquent la situation, la baisse de la valeur réelle des prix de la banane dans l'UE pesant particulièrement sur les pays dont les monnaies sont liées à l'euro et pour lesquels l'UE est l'unique destination des exportations.

Cibler les marchés régionaux

Les producteurs de bananes de Côte d'Ivoire visent désormais les marchés régionaux comme le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal et le Niger, ces marchés devenant prioritaires étant donné les revenus nets élevés qui peuvent être obtenus sur les bananes vendues localement. Face à la concurrence croissante sur les marchés de l'UE, cette approche régionale devrait se développer.

Menace concurrentielle du fait des réductions tarifaires pour les exportateurs non ACP

Une analyse du CIRAD suggère que les réductions tarifaires en attente sur la banane pour les fournisseurs non ACP pourraient diminuer considérablement l'avantage concurrentiel des fournisseurs de banane d'Afrique centrale et de l'Ouest. Elle note que, « avec les droits de douane appliqués en 2012 (136 € par tonne) et avec un taux de change de 1,3 à 1,4 \$US pour 1 €, les niveaux de compétitivité sont équivalents dans les deux zones ». Ainsi, les réductions tarifaires abaissent de façon significative la position concurrentielle des fournisseurs de bananes africains, comme toute hausse de la valeur de l'euro par rapport au dollar US. À l'inverse, toute baisse de l'euro par rapport au dollar diminue les pressions de la concurrence. Ainsi, une incertitude considérable demeure quant à la position

concurrentielle future des exportateurs d'Afrique centrale et de l'Ouest.

Incertitudes sur l'APE régional, mais la dure réalité devrait l'emporter

Les incertitudes sont renforcées par les discussions actuelles autour d'un accord de partenariat économique régional. Tandis que le gouvernement ghanéen n'a cessé de répéter son engagement à conclure un APE collectif « Afrique de l'Ouest », les ministres ghanéens ont également clairement signifié qu'ils continueraient à signer, ratifier et mettre en œuvre leur APE intérimaire bilatéral si aucun accord régional n'était conclu avant la fin des préférences tarifaires au titre du RAM n° 1528/2007.

« Toute réimposition de droits d'importation sur les bananes pourrait compromettre la récente croissance des exportations de bananes »

La dure réalité est celle-ci : avec les réductions tarifaires en cours pour les exportateurs de bananes dollars, toute réimposition de droits d'importation sur les bananes pourrait compromettre la récente croissance des exportations de bananes (voir article *Agritrade*, « Ghana : l'heure d'une décision sur l'APE intérimaire bilatéral paraphé approche », 27 décembre 2011).

Développements dans les Caraïbes et le Pacifique

Tendances des exportations de bananes en provenance des Caraïbes

Les importations de bananes en provenance des Caraïbes ont augmenté au cours des dernières années, du fait d'une forte croissance des importations de la République dominicaine

(de 101 337 tonnes à 326 820 tonnes entre 2004 et 2011) et du Surinam (de 19 447 tonnes à 62 912 tonnes entre 2004 et 2011). Les importations du Belize ont montré une légère tendance à la baisse depuis 2008, tandis que les importations des îles du Vent ont chuté de 89 % entre 2004 et 2011. Dans le même temps, les Bahamas et la Jamaïque ont cessé d'exporter des bananes vers l'UE.

L'importance croissante des exportations de bananes biologiques vers l'UE

Quelque 53 % des bananes de la République dominicaine exportées vers l'UE sont certifiées biologiques, dont une bonne partie (53 600 tonnes) bénéficie d'une double certification biologique/commerce équitable. La double certification est considérée comme un renforcement de la base de marché de la République dominicaine.

Cependant, en juin 2012, deux chaînes de supermarchés allemands ont retiré de la vente les bananes en provenance de République dominicaine, ayant trouvé dans la peau de celles-ci une molécule (le CDDA) interdite dans les bananes biologiques. Une réponse immédiate a été mise en œuvre en République dominicaine, avec la suspension de l'utilisation du produit de traitement post-récolte Biolife, et les exportations ont repris.

Ainsi, assurer la conformité aux normes biologiques de l'UE et minimiser les coûts de mise en conformité nécessaires à la certification sont deux défis importants pour la République dominicaine. Cela implique la nécessité d'un dialogue formel continu avec les autorités de l'UE sur les normes biologiques et les exigences de conformité.

Deux menaces significatives pour les exportations de bananes biologiques

de République dominicaine apparaissent : la concurrence croissante du Pérou et les défis du contrôle des maladies du bananier.

« *Les exportateurs de bananes biologiques de la République dominicaine rencontrent une concurrence croissante du Pérou* »

Les exportations des principales zones de production de bananes du Pérou devraient augmenter de 35 % dans les cinq années à venir. L'actuelle réduction progressive des droits à l'importation sur les bananes péruviennes résultant de l'ALE UE-Pacte andin et de l'AGCB devrait, d'ici 2020, entraîner une baisse de 48 % des droits de douane appliqués par rapport à 2010, avec une économie de 70 €/tonne sur des exportations de 10 250 tonnes (une croissance de 56 % des volumes exportés en 2011).

La concurrence va ainsi s'intensifier pour les exportateurs de bananes biologiques de République dominicaine, avec, pour résultat probable, le besoin, pour le gouvernement et les acteurs du pays, de chercher des façons moins onéreuses d'accéder aux marchés biologiques de l'UE.

Les défis de la lutte contre les maladies et de la restructuration

Des efforts continuent d'être mis en œuvre pour contrôler et éradiquer les maladies du bananier, en particulier la Black Sigatoka, qui représente une sérieuse menace pour la production nationale de bananes. Parmi ces efforts, des programmes de replantation, avec de nouvelles variétés plus résistantes à la maladie.

En octobre 2012, Sainte-Lucie a annoncé une extension des mesures de contrôle existantes avec l'appui du

gouvernement taïwanais. Au même moment, le gouvernement de République dominicaine faisait connaître le lancement d'un important programme de réhabilitation de 12 124 hectares de terres infestées.

Contrôler la Black Sigatoka est un défi de taille pour les producteurs biologiques étant donné la gamme limitée de traitements antifongiques qui leur est autorisée. Il y a là une importante dimension commerciale, dans la mesure où le prix payé pour les bananes biologiques affecte la capacité des petits producteurs à acheter les agents antifongiques nécessaires.

En avril 2012, redoublant d'efforts, le gouvernement jamaïcain a annoncé des projets d'introduction de nouvelles variétés de bananes, développées au Honduras, qui sont plus résistantes à la Black Sigatoka et mieux adaptées à la transformation. L'objectif est de produire 120 000 tonnes de ces bananes de nouvelles variétés d'ici 2020, avec une production de plus en plus centrée sur les chips de banane, la farine de banane et l'arôme pour la production de jus pour les marchés local, régional et international.

Ces initiatives s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à réorienter la production de bananes jamaïcaine en dehors de l'UE, vers le développement d'une industrie de la banane à plus forte valeur ajoutée. Toutefois, les perturbations récurrentes dans la production de bananes dues aux ouragans pourraient compromettre les investissements dans des installations de transformation de la banane à plus forte valeur ajoutée (voir article [Agritrade « La réorientation du secteur jamaïcain de la banane est en cours »](#), 28 mai 2012).

La mise en œuvre des MAB s'amorce avec des délais serrés

En Jamaïque, la réplication et la distribution de nouvelles variétés sont gérées par le Conseil de la banane, sur des fonds consentis par l'UE au titre des Mesures d'accompagnement pour le secteur de la banane (MAB). L'approbation du programme fait partie d'un déploiement plus vaste du programme MAB à travers les pays ACP, qui incluait des stratégies d'appui pluriannuelles et des programmes d'actions annuels au dernier trimestre 2012, mobilisant 104,3 millions d'euros en soutien aux mesures d'ajustement du secteur de la banane dans les Caraïbes. L'agenda pour la mise en œuvre de ces programmes approuvés est désormais serré, les activités devant être achevées avant la fin 2014.

L'accord du Conseil de l'UE du 8 février 2013 sur le cadre budgétaire 2014-2020 incluait une réduction de 16 % de l'allocation proposée à l'instrument de coopération au développement – le mécanisme de financement du programme MAB. Cela semble limiter sérieusement les perspectives de financement complémentaire des MAB au-delà de 2014. C'est pourquoi les gouvernements des Caraïbes devront peut-être envisager de se concentrer sur l'extension du délai de mise en œuvre dans le cadre du financement existant pour éviter tout défaut de financement à compter du 1^{er} janvier 2015.

Vers de nouvelles variétés pour la transformation à valeur ajoutée dans le Pacifique

Dans le Pacifique, une initiative a été lancée pour évaluer le potentiel des bananes de la variété « Java bleue » pour la production de pulpe de fruit à destination des marchés locaux et d'exportation dans le cadre du projet appuyé par l'UE « Faciliter le com-

merce des produits agricoles de base » (Facilitating Agricultural Commodity Trade – FACT), remplacé depuis par une seconde phase du programme « Increasing Agricultural Commodity Trade » – IACT) (Augmenter les échanges commerciaux des produits agricoles de base). Il existe bel et bien des opportunités d'exportation vers l'Europe, à condition de relever les défis techniques et économiques.

3. Implications pour les pays ACP

Des perspectives de concurrence accrue sur le marché de l'UE du fait des nouveaux ALE

Si l'Inde parvient à régler les problèmes de gestion de la chaîne d'approvisionnement, la croissance de ses exportations sera considérable. Déterminer en quoi cela pourrait affecter les exportateurs de bananes ACP demande une évaluation détaillée :

- de l'attrait relatif des marchés de l'UE et d'autres marchés non UE pour les exportateurs indiens de bananes ;
- des initiatives indiennes en cours et prévues pour faire face aux contraintes liées aux exportations de bananes vers l'UE ;
- des mesures tarifaires et non tarifaires sur les bananes qui seront comprises dans la négociation finale de l'ALE UE-Inde.

Les gouvernements ACP concernés ne pourront déterminer précisément l'étendue de la menace concurrentielle posée qu'au moyen d'une telle évaluation.

Garantir des accords d'équivalence pour les produits biologiques

Étant donné la politique active menée par le gouvernement péruvien pour garantir un accord d'équivalence avec l'UE (et l'accord d'équivalence existant avec l'Inde), la République dominicaine pourrait devoir chercher à signer un tel accord. Cependant, dans la mesure où il est probable que la CE négocie en priorité avec les pays où les exportateurs biologiques ont un intérêt fort, cela peut nécessiter une initiative politique de la part des autorités de République dominicaine.

Contrôler l'extension des maladies de la banane : une base pour la transformation à valeur ajoutée et le commerce régional

Contenir l'extension des maladies de la banane est une condition préalable au développement du potentiel en matière de transformation à valeur ajoutée commerciale, car le moindre défaut d'approvisionnement peut compromettre la mobilisation des investissements. Les efforts actuels pour contrôler l'étendue des maladies de la banane entraînent souvent des restrictions sur le commerce intra-régional, qui empêchent le développement de la chaîne d'approvisionnement intra-régionale.

Identifier clairement les opportunités de marché pour la transformation à valeur ajoutée

Il n'est pas encore certain que les marchés d'Afrique de l'Est seront la première cible du développement de produits à valeur ajoutée à base de banane. Si l'investissement dans la transformation à valeur ajoutée est

promu dans l'objectif de maximiser les gains pour les producteurs, une analyse de marché attentive sera nécessaire, qui devra, dans un premier temps, s'intéresser aux opportunités de marché régionales, vu les coûts de transport pour viser les marchés extérieurs. Dans un premier temps, elle pourrait se pencher sur les initiatives d'achats locaux de grosses agences de sécurité alimentaire comme le Programme alimentaire mondial. En outre, l'émergence de consommateurs à hauts revenus dans les centres urbains en développement pourrait tout à fait fournir un marché pour les produits à base de farine de matooke, moyennant la mise en place de stratégies cohérentes de développement et de marketing des produits.

Plusieurs pays ACP cherchant à innover techniquement pour développer des moyens commercialement viables d'ajouter de la valeur aux bananes, des initiatives combinées de recherche appliquée et un partage d'expériences à travers les pays ACP pourraient émerger. C'est un domaine qui pourrait être appuyé par l'aide pour le commerce.

Principales sources

1. CIRAD, « Marché international de la banane : d'un monde à l'autre », seconde réunion du Forum mondial de la banane, Équateur, par D. Loeillet, 28-29 février 2012

http://www.fao.org/fileadmin/templates/banana/documents/Post_Conference_Docs_2012/InformeFinal_2cWBF_fr.pdf

2. CE, « Banana supply in the EU », tableau 4, AGRIC C.2, 29 mai 2012

http://ec.europa.eu/agriculture/fruit-and-vegetables/product-reports/bananas/statistics/supply_en.pdf

3. CE, « Bananas market report 2010 », réf. FR/ks - (2011), non daté

http://ec.europa.eu/agriculture/fruit-and-vegetables/product-reports/bananas/reports/market-2010_en.pdf

4. CE, « EU banana sector », comité de gestion, rapport de marché, 26 février 2013

http://ec.europa.eu/agriculture/fruit-and-vegetables/product-reports/bananas/index_en.htm

5. Institute of Development Studies (IDS), « Fairtrade bananas: A global assessment of impact », par S. Smith, avril 2010

<http://www.fda.gov/Food/GuidanceRegulation/FSMA/ucm334114.htm>

6. Fairtrade International, « Monitoring the scope and benefits of Fairtrade – fourth Edition 2012 », 2012

http://www.fairtrade.net/fileadmin/user_upload/content/2009/resources/2012-Monitoring_report_web.pdf

7. CIALCA, « Banana marketing in Rwanda, Burundi and South Kivu: CIALCA project survey report », par J. Jagwe et al., 2012

http://www.cialca.org/files/files/Banana_market_report.pdf

8. CE, « Registre de comitologie », dossier sur la réunion du comité des mesures d'accompagnement de l'UE pour le secteur de la banane, tenue le 19 septembre 2012

<http://ec.europa.eu/transparency/regcomitology/index.cfm?do=search.dossierdetail&zDvc4lbylKZNNZY+SzHrutYZkaR2Xs+fvM6i251OiydsgRhLJX/HPj4gwluGyS1X>

À propos de cette mise à jour

Cette note de synthèse a été mise à jour en septembre 2013 afin de prendre en compte les développements depuis août 2012. D'autres publications dans cette série et des ressources supplémentaires sur le commerce agricole et de la pêche ACP-UE peuvent être trouvées en ligne à <http://agritrade.cta.int/fr>.



Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) est une institution conjointe ACP-UE active dans le développement agricole et rural des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Le CTA a pour mission de promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition, et encourage une gestion durable des ressources naturelles. Cela est réalisé en fournissant des produits et services permettant un meilleur accès à l'information et des connaissances, facilitant le dialogue politique et de renforcement des capacités des institutions de développement agricole et rural et des communautés dans les pays ACP.

Centre Technique de Coopération
Agricole et Rurale (ACP-EU)
Postbus 380
6700 AJ Wageningen
Pays-Bas
Tel: +31 (0) 317 467 100
E-mail: cta@cta.int - www.cta.int